



La F.S.U. est majoritaire à l'IUFM, dans l'académie et au niveau national.

**Cette année encore renouvez-nous votre confiance pour
agir ensemble et améliorer la formation des enseignants.**

L'école en ligne de mire

**16 000 postes supprimés dans l'éducation nationale
cette année, au-**

tant pour la rentrée 2011 ! Ce chiffre devrait être porté à 70000 sur l'ensemble du quinquennat. Une politique comptable et irresponsable dont les consé-

quences sont multiples : la première est la baisse du nombre de places aux concours, la casse de la formation des enseignants avec un temps de service complet pour les stagiaires, l'augmentation des effectifs par classe, dédoublements rendus impossibles, recours de plus en plus important aux précaires... Bref, le renoncement à un projet éducatif ambitieux !

Pour une école de la réussite

P **arce que depuis 15 ans le taux d'accès au bac et les indicateurs de réussite n'évoluent plus, un plan de résorption de l'échec scolaire doit être mis en place.** On ne peut accepter que l'école reproduise – voire amplifie – les inégalités sociales. Démocratiser l'école, lutter contre l'échec scolaire, c'est donner les moyens au service public d'éducation d'assurer ses missions de la maternelle à l'université. Cela passe nécessairement par le recrutement massif d'enseignants ayant reçu

un haut niveau de formation. L'intégration et le maintien des IUFM comme composante de l'université doit permettre d'associer les formateurs de l'IUFM à des équipes de recherche. Assurer un lien étroit et permanent avec la recherche garantit un haut niveau de formation. Nous voulons en effet que la formation des enseignants soit un travail à la fois universitaire et professionnel, qui atteste d'une réflexion, d'une prise de distance, d'une mise en relation de l'expérience pratique et des apports théoriques, parce que la qualification des enseignants doit mieux préparer à un métier de plus en plus complexe.

Des propositions pour les étudiants, les stagiaires, et la profession

L' **élévation du niveau de recrutement au master nécessite la mise en place d'un système de pré-recrutements rémunérés, le développement des bourses sociales, une allocation d'autonomie qui permettent d'éviter les difficultés engendrées par l'augmentation des années d'études.** Il faut à nouveau rendre attractifs les métiers de l'éducation et pour cela augmenter le nombre de postes au concours, revaloriser nos carrières,

faciliter l'arrivée dans le métier par une meilleure formation et un temps de travail allégé en début de carrière. Le recrutement au niveau master a été l'occasion d'une revalorisation salariale des jeunes enseignants. C'est un début mais une réelle revalorisation doit concerner l'ensemble de la profession et non un enseignant sur quatre comme c'est le cas actuellement. Le métier lui-même doit également être revalorisé et cela commence par rétablir une réelle année de stage après le concours, à l'inverse du service complet pour les stagiaires, imposé cette année par la réforme de la formation.

Conseil d'école, Conseil pédagogique et de la Vie Etudiante

Votez FSU !



Recruter plus, former mieux

**Les syndicats
enseignants
de la FSU :**



SNES
Syndicat National
des Enseignants
de Second degré



SNUipp
Syndicat National
Unitaire des
Instituteurs
Professeurs des écoles
et Pege



SNEP
Syndicat National
de l'Education
Physique



SNUEP
Syndicat National
Unitaire de
l'Enseignement
Professionnel

La Révision Générale des Politiques Publiques impose le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. 16000 suppressions de postes dans l'éducation nationale ont eu lieu à cette rentrée 2010. Elles correspondent en grande partie à l'augmentation de l'horaire devant élèves des lauréats des concours dans le cadre de la masterisation. Ces choix politiques affaiblissent la formation des enseignants au détriment des personnels mais aussi des élèves et de l'intérêt général. A l'inverse, la FSU revendique l'augmentation du nombre de postes aux concours et la mise en place, dans le cadre du budget, d'un plan pluriannuel de recrutement à la hauteur des besoins du service public et au maintien d'une formation professionnelle de qualité pour les enseignants.

Le gouvernement se désengage vis-à-vis de l'école : le budget et les ambitions sont revus à la baisse. Dans le premier degré, le ministère a imposé des programmes réducteurs, supprimé deux heures de classe par semaine à chaque élève et allongé la journée des plus fragiles. Dans le même temps, les RASED et la maternelle sont attaqués. Dans le second degré, la réforme du Lycée et la mise en place du socle commun marquent la volonté d'une école à deux vitesses, avec le renoncement à la réussite de tous les élèves. C'est l'esprit qui a aussi prévalu à la réforme du recrutement et de la formation des enseignants, qui supprime l'année de stage et réduit la formation à peau de chagrin. La formation des personnels pâtit de la volonté politique d'utiliser les stagiaires comme moyens d'enseignement, notamment par le biais de stages en responsabilité proposés aux étudiants admissibles aux concours pour remplacer les titulaires absents. A contrario, la FSU revendique le maintien de l'année de stage après le concours, partagée entre un service d'enseignement d'un tiers et un temps de formation de deux tiers permettant une analyse réflexive des pratiques et un approfondissement théorique. Elle demande également une année de titulaire à mi-service et l'accès à des compléments de formation adaptés aux besoins des débutants. En effet, nous pensons qu'il n'est pas de pays économiquement fort, qu'il n'est pas de démocratie, pas de justice sociale sans un système éducatif ambitieux de qualité, porté par des enseignants bien formés, et qui s'efforce d'amener le plus grand nombre à la réussite.

Conseil d'école, Conseil pédagogique et de la Vie Etudiante **Votez FSU !**

